

Unité départementale du Littoral
DREAL Hauts-de-France
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 11/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORD METHA

Rue Van Cauwenberghe – ZI Petite Synthe
59640 Dunkerque

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\NORD
METHA_Dunkerque_ZI_Petite-Synthe_0003802344\2_Inspections\2024 05 28 Levée MED
Code AIOT : 0003802344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement NORD METHA implanté Rue Van Cauwenberghe – ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 29/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'inspection du 12 septembre 2023 qui a donné lieu à une proposition de mise en demeure à Monsieur le Préfet du Nord.

Elle a porté, en particulier, sur les points faisant l'objet de la proposition de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORD METHA
- Rue Van Cauwenberghe – ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque
- Code AIOT : 0003802344
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement NORD METHA est une installation de méthanisation située sur la commune de DUNKERQUE. Le site est enregistré par arrêté préfectoral du 19 février 2021 sous la rubrique 2781-2-b pour 99,8 tonnes d'intrants par jour. Le biogaz produit est épuré, puis injecté dans le réseau GRDF. Le site a débuté son activité en juillet 2023.

Il est prévu d'épandre les digestats. Le plan d'épandage porte sur 30 000 m³/an de digestat brut.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	Sans objet
2	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19	Sans objet
3	Mise au même potentiel électrique	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	Sans objet
4	Secours électrique	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	Sans objet
5	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Sans objet
8	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30	Sans objet
9	Registres entrées sorties	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, nous proposons à Monsieur le Préfet du Nord de ne pas donner suite à la proposition de mise en demeure formulée dans le rapport du 20 octobre 2023 établi suite à l'inspection du 12 septembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs de gaz
Prescription contrôlée : Les zones confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz) sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).
Constats : <u>Inspection du 12/09/23 :</u> Les locaux dans lesquels circulent des canalisations de gaz sont équipés de détecteurs de méthane : local épurateur, local chaufferie. Toutefois, au niveau de la centrale de détection OLDHAM, il a été constaté que plusieurs câbles en provenance des détecteurs n'étaient pas encore branchés. NORD METHA transmettra, sous 15 jours, les documents attestant de la réception de la centrale de détection OLDHAM et de tous les détecteurs de gaz présents sur l'installation. <u>Inspection du 28/05/24 :</u> Vu la centrale OLDHAM. Le câblage des détecteurs de gaz est terminé. La centrale, ainsi que les détecteurs ont été vérifiés par TELEDYN/OLDHAM le 2 mai 2024. Il n'y a pas de détecteur en défaut.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'atmosphère explosive ou toxique « La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air.
Constats : <u>Inspection du 12/09/23 :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Local épuration du biogaz : ventilation haute et basse, plus un ventilateur en partie haute ; - Local chaufferie : ventilation haute, mais absence d'ouverture en partie basse. Celle-ci devait être assurée par une grille dans le bas d'une des 2 portes du local, mais, suite à une erreur de

<p>commande une porte pleine a été installée. La chaufferie fonctionne actuellement avec une porte bloquée ouverte afin d'assurer la ventilation.</p> <p><u>Inspection du 28/05/24 :</u></p> <p>- La porte pleine du local chaufferie a été remplacée par une porte équipée d'une grille de ventilation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mise au même potentiel électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Continuité électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits qu'ils contiennent.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 12/09/23 :</u></p> <p>Il a été constaté, au niveau des brides des canalisations métalliques de sortie du biogaz situées en partie haute des digesteurs, l'absence de tresses métalliques assurant la mise au même potentiel électrique.</p> <p><u>Inspection du 28/05/24 :</u></p> <p>Des tresses métalliques permettant d'assurer la continuité électrique ont été installées au niveau des brides des canalisations métalliques de sortie du biogaz situées en partie haute des digesteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Secours électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Groupe électrogène de secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention.</p>

<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 12/09/23 :</u></p> <p>Le site ne dispose pas d'alimentation de secours électrique des équipements de ventilation et de sécurité.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un groupe électrogène a été commandé et qu'il est en attente de sa livraison. Le site n'est pas situé en zone inondable et l'installation du groupe est prévue en dehors de la zone de rétention.</p> <p><u>Inspection du 28/05/24 :</u></p> <p>Un groupe électrogène a été installé. Il est situé en dehors de la zone de rétention. Sa puissance est de 630 kVA. Il permet de réalimenter les équipements de sécurité, les automates, la torchère, les ventilations, ainsi que les agitateurs et une partie des pompes.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 5 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs de fumée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 12/09/23 :</u></p> <p>Des détecteurs incendie sont présents au niveau des locaux abritant les armoires électriques de l'épurateur, du transformateur et de la chaufferie.</p> <p>Il n'y a pas de détecteur incendie dans le local abritant les armoires électriques de l'installation de méthanisation.</p> <p>Par ailleurs, lors de l'inspection, il n'est pas apparu clairement si la centrale incendie sur laquelle sont connectés les différents détecteurs était totalement opérationnelle ou encore en cours de réception.</p> <p><u>Inspection du 28/05/24 :</u></p> <p>Un détecteur incendie est présent dans le local abritant les armoires électriques de l'installation.</p> <p>La centrale incendie OLDHAM a été réceptionnée. Une vérification de celle-ci et des détecteurs de fumée a été réalisée par TELEDYN/OLDHAM le 2 mai 2024.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs

Prescription contrôlée :

L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Constats :

Inspection du 12/09/23 :

L'inspecteur n'a trouvé que 2 extincteurs sur toute l'installation (chaufferie et local transformateur), ce qui est notablement insuffisant.

Un extincteur a minima doit être présent dans chaque local, ainsi qu'à l'extérieur à proximité des matériels à risque.

L'exploitant a présenté un bon de commande du 05/09/2023 auprès de NORD EXTINCTEURS portant sur 24 appareils.

Inspection du 28/05/24 :

Des extincteurs sont désormais positionnés sur toutes les installations à proximité des zones présentant un risque de départ de feu.

Les extincteurs sont neufs : étiquette en date du 09/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Débit des poteaux incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ;

-...

<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 12/09/23 :</u></p> <p>L'exploitant est doté de moyens d'alerte incendie.</p> <p>L'installation est dotée de 3 poteaux incendie installés à moins de 100 m des équipements. Les 3 poteaux sont dans l'emprise du terrain de NORD METHA.</p> <p>Les poteaux viennent d'être installés et n'ont pas encore fait l'objet d'une réception. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de documents de contrôle attestant d'un débit minimal de 60 m3/h.</p> <p><u>Inspection du 28/05/24 :</u></p> <p>Les débits des 3 poteaux incendie ont été vérifiés le 23/11/2023 par LEBOULANGER SECURITE. Sous 1 bar de pression, ils sont, pour les poteaux 1, 2 et 3, de respectivement 110, 124, et 100 m3/h.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 8 : Dispositifs de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de matières entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>« - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>« - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 12/09/23 :</u></p> <p>Au niveau de la chaufferie, il a été constaté la présence d'une cuve de 1000 l de fuel utilisée pour les essais de la chaudière non sur rétention et non double enveloppe. La chaufferie se trouve en dehors du périmètre de la rétention des installations.</p> <p><u>Inspection du 28/05/24 :</u></p> <p>L'isocube de 1000 l de fuel n'est plus dans le local chaufferie. Il a été remplacé par un petit réservoir d'une vingtaine de litres placé dans une rétention. Le fuel est destiné à alimenter la chaudière en cas de difficultés avec le biogaz.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registres entrées sorties

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29
Thème(s) : Situation administrative, Enregistrement lors de l'admission.
Prescription contrôlée : Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement : <ul style="list-style-type: none">- de leur désignation ;- de la date de réception ;- du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ;- du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ;- le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés. L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée. Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis en place un registre informatique des intrants. Toutes les réceptions sont pesées. Le registre contient les informations listées à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 12/08/2010 : désignation de l'intrant, date de réception, pesée, coordonnées de l'expéditeur initial. Les informations seront conservées à minima durant 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite